

LES CENT-JOURS
11 MARS 1815-22 JUIN 1815

Correspondance dirigée et annotée par Thierry Lentz

LES CENT-JOURS

Thierry Lentz

« L'aigle, avec les couleurs nationales, [vole] de clocher en clocher, jusqu'aux tours de Notre-Dame. »¹ : la fameuse proclamation n'a pas menti. Débarqué le 1^{er} mars 1815 à Golfe Juan, Napoléon remonte vers Paris. D'abord « en silence » pour notre *Correspondance*, serait-on tenté de dire. Ce n'est que le 11 mars que sont signées ses premières lettres, datées de Lyon, la plupart au général Bertrand, qui fait office de major général de la petite armée qui envahit le royaume de Louis XVIII. Ce qui compte alors pour l'Empereur revenant, c'est de continuer à surprendre par la rapidité les troupes envoyées par le roi pour arrêter le torrent sans cesse grossi par de nouveaux ralliements. C'est Napoléon en campagne, en stratégie comme en tactique. Requinqué par son séjour elbois et mû par un enthousiasme retrouvé – en même temps qu'un ton révolutionnaire qui ne transparait quasiment pas dans ses lettres –, il prépare aussi la suite : Marie-Louise est priée de le rejoindre et Joseph d'agir². Villefranche, Tournus, Chalon, Autun, Avallon... rien ne freine sa marche, pas même Ney qui avait pourtant promis de le ramener à Paris « dans une cage de fer »³. C'est en souverain qu'il fera finalement son entrée dans la capitale.

Par Madame Hamelin et probablement d'autres⁴, Napoléon apprend le départ de Louis XVIII alors qu'il fait halte au château de Fontainebleau. Dans la soirée, il se réinstalle aux Tuileries. Un pamphlet diffusé dans Paris les jours suivants résume bien les folles journées qui viennent de s'écouler : « Le Monstre a quitté l'île d'Elbe ; le Brigand a débarqué dans le golfe de Cannes ; l'Usurpateur est entré à Grenoble ; le Corse a reçu les autorités à Lyon ; Bonaparte voit son armée renforcée par celle du maréchal Ney ; le Rival des Bourbons a revu à Fontainebleau cette chambre où il signa son abdication ; Sa Majesté Impériale couchera ce soir aux Tuileries. »

L'aventure durera un peu moins de cent jours au cours desquels l'Empereur restauré va devoir faire face à de nombreuses difficultés intérieures comme extérieures. Avant même que la porte de son cabinet de travail se soit refermée sur ses pas, il savait sa tâche immense et, comme à son habitude, il la prit à bras-le-corps, ne se ménageant pas et ne ménageant pas les autres.

Les 597 lettres que nous publions témoignent de cette activité et, sans le dire toujours, des difficultés rencontrées. Le découpage thématique de cette correspondance confirme au fond ce que l'on a toujours pensé de cette période et que nous résumerons ici.

1. *Correspondance de Napoléon I^{er} publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III*, t. XXVIII, n° 21682.

2. Lettres à Marie-Louise (11 mars), n° 39025, et à Joseph (12 mars), n° 39029.

3. Voir la fameuse lettre au prince de la Moskova, n° 39030.

4. Lettre à M^{me} Hamelin, 20 mars, n° 39057.

1°) *Une activité purement intérieure réduite.* Napoléon parvient tant bien que mal à trouver des ministres et tente de relancer l'activité des différents départements. Mais on constatera dans cette correspondance que les affaires civiles n'occupent pas une grande place dans ses préoccupations épistolaires. Contrairement à ce qui se passait depuis 1799, il laisse la bride sur le cou des titulaires de portefeuille, y compris Fouché, devenu un ennemi de l'intérieur. Si le duc d'Otrante a droit à un peu plus de lettres que les autres (une soixantaine), on est bien loin désormais du ton impérieux qui présidait autrefois (c'était il y a moins d'un an !) aux rapports entre les deux hommes. Pour le reste, on retiendra au travers des lettres à Carnot, ministre de l'Intérieur, l'imbroglie des nominations des nouveaux préfets et sous-préfets. Pour la première fois aussi, l'Empereur n'y voit plus très clair dans l'organisation d'une administration qui n'aura pas le temps de redevenir le « nerf de [son] État »¹.

2°) *Les soulèvements du Midi et de l'Ouest.* Dès son retour, Napoléon doit faire face aux soulèvements royalistes. Ceux du Midi sont assez vite réduits, avec la capitulation et l'exfiltration du duc d'Angoulême. Il en va autrement dans l'Ouest, en Vendée, dans le Maine-et-Loire, les Deux-Sèvres, la Mayenne, la Loire-Inférieure, le Morbihan, l'Ille-et-Vilaine ou la Sarthe où, à partir de la mi-avril 1815, une petite guerre éclate avec même quelques petites batailles perdues par les « Bleus » (on a réintroduit le vocabulaire de la Révolution) à Saint-Brice-en-Coglès et à Pouzargues-aux-Espesses. L'Empereur ordonne la formation d'une « armée de la Loire » sous les ordres de Lamarque. Elle comptera en tout près de 20 000 hommes. La mort de La Rochejaquelein au combat des Mathes, le 4 juin, décapite l'insurrection qui sera écrasée à Auray le 21. La pacification générale sera signée à Cholet, le 26 juin 1815. Napoléon ne sera plus Empereur depuis quatre jours. Ici, la correspondance est quasiment celle d'un chef de guerre.

3°) *La quarantaine diplomatique.* Dès que le congrès de Vienne a appris le débarquement du « souverain de l'île d'Elbe » sur les côtes de France, il l'a déclaré « hors-la-loi » et les puissances ont promis de ne jamais traiter avec lui. Ceci explique que la correspondance purement diplomatique soit fort réduite et, au fond, parfaitement inutile puisqu'elle ne permettra jamais d'entrer en véritable relation avec les adversaires. Comme l'a bien écrit un historien de la période, le ministre Caulaincourt – destinataire d'une quinzaine de lettres – est bien alors un « diplomate du désespoir »².

4°) *La question constitutionnelle.* On répète souvent que Napoléon considérait que les Bourbons avaient « gâté » la France au point qu'il ne la reconnaissait plus. Après avoir caressé la fibre révolutionnaire (au moins jusqu'à Lyon), il est obligé de tenir compte du tour libéral que Louis XVIII et son entourage avaient donné au gouvernement. Et voici notre chef d'État aux habitudes autoritaires obligé de concéder le fameux « Acte additionnel aux constitutions de l'Empire ». Il y mêle Benjamin Constant, à qui il parle beaucoup mais n'écrit pas, et son frère Joseph, entièrement rentré en grâce, jusqu'à lui confier les derniers ajustements et l'établissement de la liste des pairs³. Mais cette expérience est aussi marquée par trois échecs électoraux : aux législatives (remportées par les « libéraux »), aux municipales (gagnées par les royalistes)⁴ et au plébiscite, certes gagné par le *oui* mais avec une participation squelettique⁵. Voici l'Empereur ramené à ses chiffres des débuts du Consulat et, partant, à sa seule légitimité matérielle. À lui de

1. François Furet, *La Révolution. I. 1770-1814*, Paris, Fayard, coll. « Pluriel », éd. 1997, p. 404.

2. John W. Rooney, « Le marquis de Caulaincourt et la politique étrangère française pendant les Cent-Jours : une diplomatie du désespoir », *Revue de l'Institut Napoléon*, n° 149, 1987-II, p. 38-56.

3. Lettres à Joseph, 22 avril, n° 39395 et 19 mai, n° 39687.

4. Voir Thierry Lentz, *Nouvelle histoire du Premier Empire. IV. Les Cent-Jours (1815)*, Paris, Fayard, 2010, p. 385-397.

5. Voir Frédéric Bluche, *Le plébiscite des Cent-Jours*, Genève, Droz, 1974.

prouver qu'il est le plus indiqué pour gouverner la France. Et cette preuve, il devra la fournir d'abord par la guerre.

5°) *Préparer l'inévitable guerre.* Pendant les Cent-Jours, Napoléon est finalement ramené au général Bonaparte. C'est la guerre qui absorbe le plus clair de son activité. Il a compris que sa seule chance de se maintenir et de convaincre l'Europe de sa bonne foi consiste à remporter une grande victoire et à tendre la main ensuite. Pendant ces trois mois fébriles, il fait flèche de tout bois : un demi-millier de lettres à Davout, une soixantaine à Decrès, d'autres à des généraux ou à ses officiers d'ordonnance qui sillonnent la France pour bander les énergies et vérifier que les ordres sont bien exécutés. Des levées de troupes rendues difficiles par l'impossibilité d'en appeler à une conscription massive à l'équipement de la moindre unité, en passant par les approvisionnements en poudre, la recherche désespérée de chevaux et, bien sûr, la préparation de la mise en état de siège du territoire, on prend une fois de plus une leçon de commandement, de précision et d'énergie, tout en sachant par ailleurs (mais Napoléon l'ignore) que ce sera insuffisant.

6°) *La campagne de Belgique.* À partir du 12 juin 1815, jour de son arrivée à Laon, l'Empereur est redevenu commandant en chef. Même si le détail du mouvement est porté aux commandants de corps par les estafettes, sa correspondance rend compte par quelques traits essentiels des réalités de la campagne de Belgique qu'il mène contre Wellington et Blücher : 5 lettres le 12, 3 le 13, 4 le 14, 2 le 15, 6 le 16 (jour de la victoire de Ligny), 3 le 17. Rien le 18 juin 1815 : c'est Waterloo. C'est au matin du 19 qu'est dicté pour Joseph le courrier qui annonce la catastrophe¹.

La suite n'est que la préparation d'un départ, avec pour interlocuteur le trésorier Peyrusse qui devra fournir des liquidités. Le 22 juin, la dernière lettre de cette partie est adressée « au peuple français ». C'est un acte d'abdication. La correspondance générale de Napoléon en tant que chef d'État s'achève ici par cette exhortation : « Unissez-vous tous pour le salut public et pour rester une nation indépendante. »

1. Lettre à Joseph, 19 juin 1815, n° 40057.